

LA FABRICATION BAT DE L'AILE EN ONTARIO ET AU QUÉBEC

Et le dollar canadien est loin d'être le seul coupable

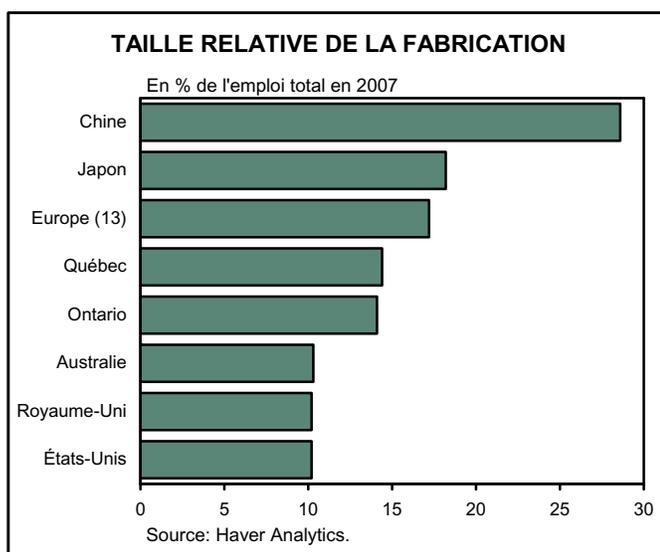
Les économies du Québec et de l'Ontario partagent plusieurs caractéristiques importantes. Par exemple, le secteur de la fabrication compte pour beaucoup dans les deux provinces, car il représente environ 20 % de la production totale et un emploi sur huit. Pourtant, les deux provinces sont confrontées au même défi, celui d'un secteur de la fabrication très mal en point. Après avoir culminé en 2000, la production manufacturière a diminué en Ontario et au Québec. Depuis 2002, les pertes d'emplois s'accroissent : environ 180 000 postes ont disparu en Ontario (soit environ un emploi en usine sur six), et quelque 140 000 au Québec (soit un sur cinq). Les grandes régions de Toronto et de Montréal ont essuyé environ la moitié des pertes subies dans chaque province. Il est presque assuré que les choses vont empirer dans l'avenir. Même s'il y a eu rebond de l'emploi en usine dans le centre du Canada en janvier 2008, *l'Enquête sur les perspectives du monde*

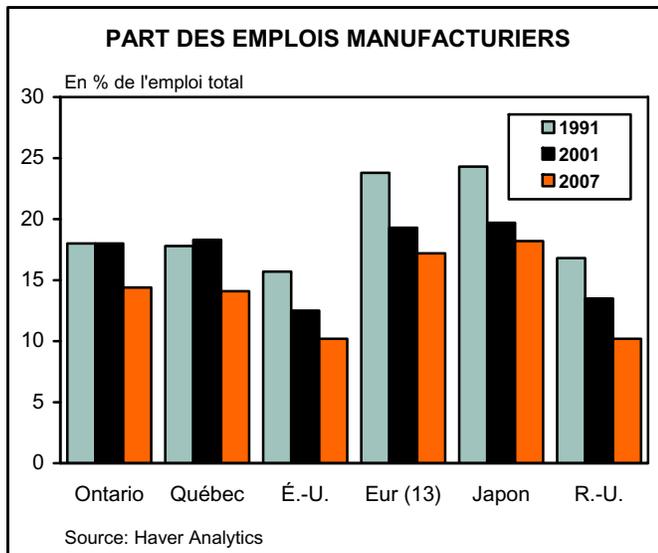
POINTS SAILLANTS

- **L'opinion dominante veut que les difficultés du secteur de la fabrication soient dues au dollar Canadien élevé**
- **Mais la devise masque une raison plus fondamentale, une tendance à la compétition basée sur la productivité dans les économies développées, en vue de l'ascension des produits chinois à faible coût**
- **Avec un dollar canadien faible, les fabricants canadiens étaient à l'abri de ce changement ... jusqu'à récemment**

des affaires réalisée le même mois par Statistique Canada laisse entrevoir d'autres reculs de la production et de l'emploi dans les mois à venir.

Nous allons examiner de plus près certains facteurs sous jacents qui expliquent les difficultés du secteur. Le dollar canadien s'est attiré une bonne partie des reproches, lui qui oscillait entre 0,63 \$US et 0,65 \$US au début de la décennie et qui n'a cessé de s'apprécier depuis, pour finalement dépasser la parité à la fin de 2007. La chute dramatique de la compétitivité coûts par rapport aux États Unis au cours des six dernières années s'est avérée un obstacle majeur pour les producteurs canadiens, surtout qu'ils devaient se mesurer en même temps à la montée des prix de l'énergie et, plus récemment, au ralentissement de l'économie américaine. Cependant, un deuxième regard sur la situation montre que le récent recul du secteur relève davantage de la mondialisation et ne s'estompera probablement pas même après que l'économie américaine sera sortie de sa torpeur l'an prochain.





Le dollar canadien n'est pas le seul coupable

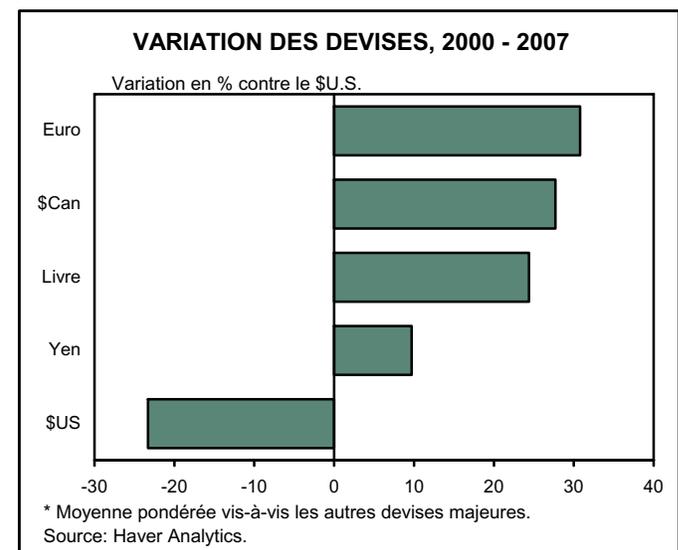
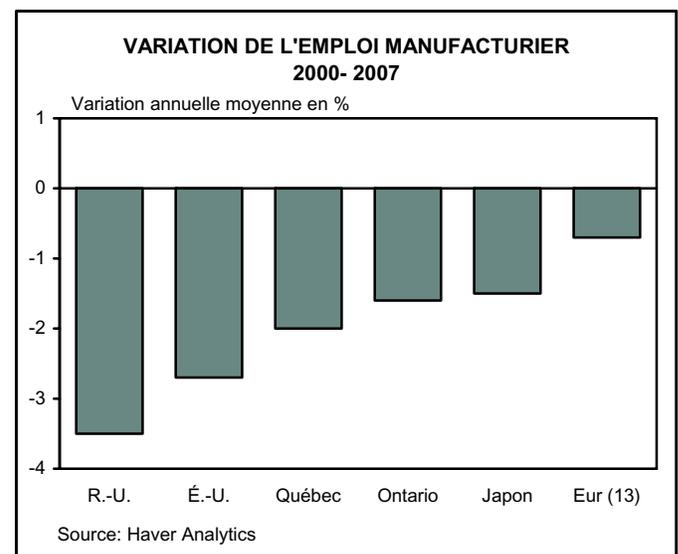
L'idée voulant que les difficultés du secteur de la fabrication au Canada soient *uniquement* imputables à la montée du huard ne tient pas la route. Voyons les tendances qui ont marqué le secteur manufacturier dans les grands pays industriels. Chaque année, depuis 2000, l'emploi en usine a chuté en moyenne de 1,4 % en Ontario et de 2,0 % au Québec, ce qui place ces provinces derrière les États Unis et le Royaume-Uni quant au nombre de postes (en pourcentage) perdus dans le secteur, mais à égalité ou presque avec le Japon (voir le graphique). Pourtant, les fabricants américains ont bénéficié d'une dépréciation de 24 % du billet vert, après pondération selon les échanges, au cours de la même période, alors que le Royaume-Uni et le Japon ont vu leurs monnaies respectives s'affermir moins que le huard par rapport au dollar américain.

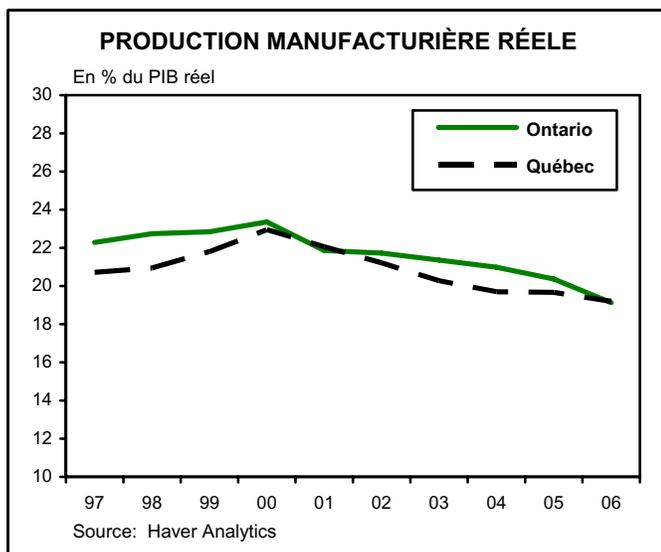
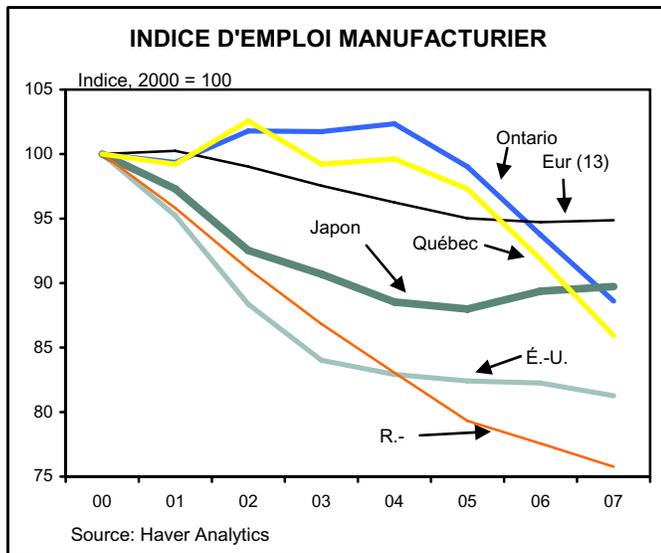
Voyons les choses sous un autre angle. Peut importe l'évolution des devises, le Canada n'est pas très différent des autres économies avancées en ce qui a trait aux pertes d'emplois dans le secteur manufacturier. Tout se résume à une question de survie. La concurrence plus vive des pays asiatiques où les coûts de production sont plus faibles, notamment la Chine, a forcé les fabricants du monde industrialisé à accroître leur productivité. Les entreprises ont répondu en tirant de plus en plus parti des chaînes d'approvisionnement mondiales, tant et si bien que l'emploi manufacturier dans le monde s'est déplacé, quittant les pays avancés pour les pays en développement. Ainsi, au cours des dernières années, les effectifs manufacturiers de la Chine ont augmenté de 1,5 million de personnes par

an, soit de 4 % à 5 %, bien que ce rythme reste inférieur à la croissance totale de l'emploi dans ce pays.

Les pertes d'emplois manufacturiers masquent la croissance de la production

Un examen rétrospectif plus poussé montre que ces tendances mondiales dans le secteur de la fabrication se sont manifestées bien avant le début de la présente décennie. Dans certains pays (p. ex., les États Unis, le Royaume Uni et la France), le nombre des emplois en usine et la part qu'ils occupaient dans l'économie ont diminué régulièrement dès les années 1970. Dans d'autres pays (p. ex., le Japon et l'Allemagne), le pic de l'emploi manufacturier n'a été atteint qu'au début des années 1990. Malgré tout, dans ces économies avancées, la production





manufacturière réelle ne s'est pas seulement maintenue bien mieux que l'emploi lui-même, mais elle a même réussi à croître avec le temps, de sorte que le secteur de la fabrication a continué de représenter un apport substantiel aussi bien à l'activité économique globale qu'au niveau de vie. Ce paradoxe apparent s'explique par les gains de productivité.

Le secteur de la fabrication au Canada a été protégé

Contrairement au secteur manufacturier d'autres pays avancés, celui de l'Ontario et du Québec a emprunté une voie différente et a même enregistré des gains d'emplois jusqu'à il y a cinq ans. Comment expliquer cette différence avec les autres pays avancés? L'ALÉNA fournit une partie

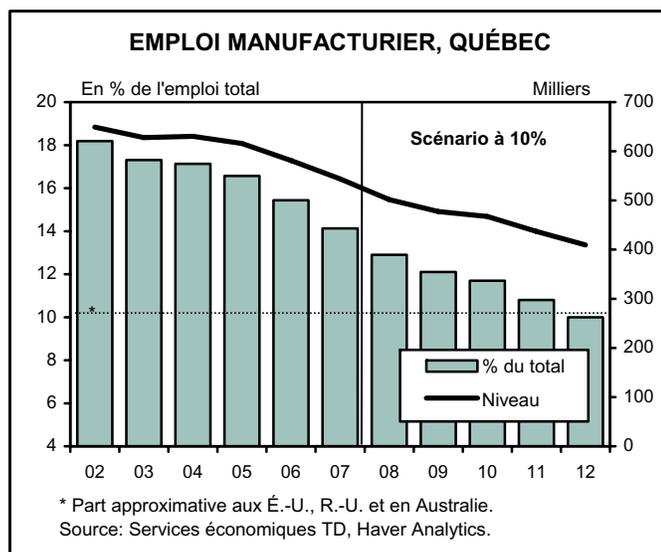
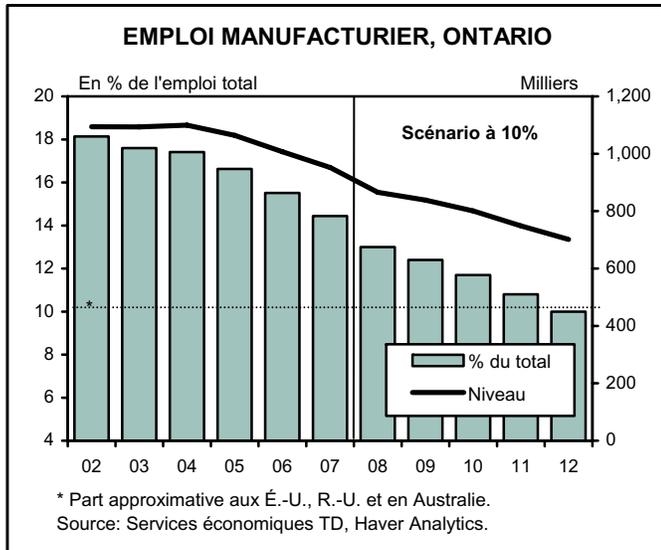
de la réponse, puisque ce traité de libre échange a permis à bien des producteurs canadiens de profiter de leur situation géographique pour pénétrer le marché américain. Amorcée au milieu des années 1990, la flambée du marché de l'habitation et de l'industrie du bâtiment dans l'ensemble du pays a également donné un solide coup de pouce aux fabricants tournés vers le marché canadien. Mais avant tout, le repli du dollar canadien — par rapport non seulement au dollar américain, mais aussi à d'autres monnaies — durant les années 1990 a protégé nos producteurs, du moins temporairement, contre la nouvelle donne concurrentielle.

Depuis que le huard a pris son envol en 2002, le bouclier protecteur s'est graduellement fragilisé au point de pratiquement disparaître. De plus, à l'heure où personne ne s'attend à ce que le huard retrouve son niveau des années 1990, soit entre 0,65 \$US et 0,75 \$US, les fabricants canadiens ont entrepris récemment d'opérer certains ajustements difficiles que leurs homologues étrangers effectuent depuis des années. Jusqu'à présent, les résultats ont été inégaux. Les gains de productivité dans le secteur canadien de la fabrication se sont accélérés en 2005 et en 2006, atténuant ainsi le recul de la production réelle. Malgré tout, l'augmentation de la production horaire a ralenti en 2007 et a enregistré un gain peu reluisant d'environ 1 % par an durant la présente décennie. À l'opposé, le PIB réel par heure travaillée dans le secteur manufacturier aux États Unis a progressé de 3 % à 4 % par an depuis le début de la présente décennie.

Le gros point faible du secteur canadien de la fabrication par rapport à son homologue américain est sans doute le sous investissement dans le matériel et l'outillage. La récente vigueur du dollar canadien aurait dû embellir le climat pour les dépenses en immobilisations au Canada, étant donné qu'elle a fait baisser le coût du matériel et de l'outillage fabriqués aux États Unis. Cependant, les fabricants ont été lents à tirer parti du prix moins élevé du matériel et de l'outillage, même si l'on tient compte des récentes pressions à la baisse exercées sur les marges bénéficiaires.

Les fabricants américains sabrent également leurs coûts

La productivité devient rapidement le mot d'ordre du secteur canadien de la fabrication, mais cela n'est pas le seul défi auquel les producteurs font face. Non content de réaliser rapidement des gains de productivité et de profiter



d'un billet vert apathique, le secteur américain de la fabrication a commencé à faire porter une partie de ses efforts sur la réduction de ses coûts. Ainsi, dans l'industrie automobile, les trois grands constructeurs de voitures et le syndicat américain des travailleurs de l'automobile (UAW) sont parvenus à une entente qui se traduira par une baisse considérable des coûts. Le fabricant américain de pièces automobiles Delphi semble prêt à renoncer à la protection de la loi sur les faillites en s'en remettant à une entente en vertu de laquelle les travailleurs seront rétribués à un taux horaire d'environ 16 ou 17 \$US, soit moins de la moitié du taux qui était en vigueur au moment où cette entreprise faisait encore partie de General Motors. On pourrait citer beaucoup d'autres exemples.

Où le plancher d'emploi s'arrêtera-t-il?

À la lumière de toutes les forces structurelles qui sont en jeu, il semble que le secteur canadien de la fabrication ne reviendra pas à la normale même lorsque l'économie américaine sera sortie de son marasme. L'emploi manufacturier continuera sans doute de se contracter. Les compressions d'emplois seront douloureuses certes, mais dans la mesure où les entreprises y gagnent en productivité, la production manufacturière serait partiellement protégée à court terme; à plus long terme, les salaires et les emplois du secteur seraient plus solides.

Où le plancher des emplois en usine s'arrêtera-t-il en Ontario et au Québec? Aux États Unis, au Royaume-Uni et en Australie, l'emploi manufacturier, en pourcentage du nombre total de postes, est passé d'environ 14 % à 16 % au début des années 1990 à environ 10 % en 2007 — soit quatre points de pourcentage de moins que le niveau actuel observé en Ontario et au Québec. Illustrons un peu le phénomène : si la part des emplois en usine dans les deux provinces correspondait aux 10 % de la part des emplois manufacturiers en 2012 (et dans l'hypothèse où il y aurait, en moyenne, un gain annuel modéré de 1 % à 1,5 % de l'emploi global), l'Ontario et le Québec perdraient encore 250 000 et 100 000 emplois respectivement au cours des cinq prochaines années.

Les gouvernements ont un rôle clé à jouer

Les gouvernements ont également un rôle à jouer pour soutenir les fabricants pendant qu'ils s'ajustent aux nouvelles réalités. Les mesures qui augmentent le soutien à l'investissement, à la formation et aux infrastructures frontalières contribueraient à amortir le choc, tandis que la réduction des obstacles actuels au commerce interprovincial devrait constituer la grande priorité. La feuille de route médiocre du Canada en matière de recherche et développement demeure un problème, malgré le généreux traitement fiscal accordé, en théorie, à la R-D. Par exemple, les initiatives qui entraîneraient le recours accru des entreprises au programme fédéral d'encouragements fiscaux à la recherche scientifique et au développement expérimental, comme la réduction de la complexité administrative, seraient certainement utiles.

Les récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour réduire l'impôt sur les sociétés et celles prises par l'Ontario pour supprimer l'impôt sur le capital dans le secteur de la fabrication constituent un pas en avant. De

plus, la déduction pour amortissement, accélérée sur une période de deux ans dans le cas des fabricants qui achètent du matériel d'ici la fin de 2008 — mesure qui sera, espérons le, prolongée dans le prochain budget —, devrait contribuer à stimuler l'investissement. Pour sa part, Québec a récemment rendu publique une stratégie manufacturière qui prévoit un certain nombre de mesures destinées à venir en aide aux fabricants. Après avoir créé un conseil de la fabrication chargé de faire des recommandations pour stimuler la compétitivité de tout le secteur à plus long terme, le premier ministre de l'Ontario a demandé au député provincial David Ramsay de proposer des mesures immédiates destinées à soutenir les petites et moyennes entreprises manufacturières avant le dépôt du budget de 2008.

Cela dit, il y a des limites à ce qu'un gouvernement peut faire dans le court terme face à la multitude d'obstacles auxquels on se bute, notamment le ralentissement de l'économie américaine. Autrement dit, il n'y a pas de solution rapide, et des programmes mal conçus risquent d'offrir peu d'avantages, tout en pesant très lourd sur le trésor public. Comme le défi à relever par les fabricants s'étendra

nécessairement sur une longue période, la meilleure solution à envisager par les pouvoirs publics consiste à établir un plan à moyen terme, disons sur une période de trois à cinq ans. Puisque les recettes budgétaires vont diminuer dans le court terme, il sera possible, dans une certaine mesure, de reporter le coût d'un tel plan, mais pas au point où il n'aurait plus de crédibilité.

Par-dessous tout, la stratégie à plus long terme devrait comporter la levée des obstacles à la croissance dans tous les secteurs, et pas seulement la fabrication, en Ontario et au Québec. Cette perspective plus vaste aiderait les fabricants directement, tout en reconnaissant que bon nombre de producteurs — notamment les petites et moyennes entreprises — réalisent encore le gros de leur chiffre d'affaires au pays même. En fait, seulement 20 % des fabricants sont directement engagés dans l'exportation. La stratégie reconnaîtrait aussi que les économies de l'Ontario et du Québec dépendront de plus en plus des secteurs autres que celui de la fabrication pour les emplois, les revenus et la prospérité à long terme.

Derek Burleton
Vice-président adjoint et directeur
des études économiques
 416-982-2514

Pascal Gauthier
Économiste
 416-944-5730

Les renseignements contenus dans ce rapport ont été préparés pour l'information de nos clients par le Groupe Financier Banque TD. Les renseignements ont été tirés de sources réputées fiables, mais leur exactitude n'est pas garantie. Le Groupe Financier Banque TD n'assume ainsi aucune responsabilité.